

TEBBOUNE REND
UN DERNIER HOMMAGE
À BOUALEM BOUALEM
**UNE FIGURE
MARQUANTE
AYANT CONSACRÉ
SA VIE POUR
L'ALGÉRIE**

Page 07



LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET
**Les habitants de l'Ahaggar saluent
la décision de Tebboune**

Page 08

**NAPEC 2026 - L'AMBASSADEUR DE L'UE EN
ALGÉRIE, DIEGO MELLADO**



**« Notre partenariat
énergétique avec l'Algérie
est très solide et nous
voulons le diversifier »**

Page 02

AIR ALGÉRIE



**REPRISE DES VOLS
VERS TRIPOLI
FIN OCTOBRE**

Page 09

ÉLECTIONS LOCALES



**LES LISTES DU FLN FONT BOUGER
LES LIGNES À ORAN**

Page 05

**SÉCURITÉ ET GESTION DES RISQUES
AU PORT D'ORAN**



**UN EXERCICE GRANDEUR NATURE POUR
TESTER LA CAPACITÉ DE RÉACTION**

Page 05

L'AMBASSADEUR DE L'UE EN ALGÉRIE, DIEGO MELLADO

« Notre partenariat énergétique avec l'Algérie est très solide et nous voulons le diversifier »



Meriem B

Présente pour la première fois en tant que bloc au NAPEC d'Oran, l'Union européenne veut donner une nouvelle dimension à son partenariat énergétique avec l'Algérie. Si le gaz demeure au cœur de cette relation, Bruxelles entend désormais l'étendre aux énergies renouvelables et à

l'hydrogène vert, en s'appuyant notamment sur les infrastructures existantes.

L'Union européenne affiche désormais ouvertement son ambition de consolider et d'élargir son partenariat énergétique avec l'Algérie. Présent pour la première fois avec un stand en tant qu'Union au Salon et Conférence nord-africains de l'énergie et de l'hydrogène

(NAPEC), qui se tient à Oran, l'ambassadeur de l'UE en Algérie, Diego Mellado Pascua, a souligné auprès de CapDz la portée de cette présence.

« Nous sommes ici pour envoyer un message très clair, fort et direct sur l'importance du partenariat énergétique avec l'Algérie », a-t-il déclaré, mettant en avant la fiabilité et la crédibilité de l'Algérie comme partenaire énergétique de l'Europe.

Le gaz, socle d'une relation éprouvée

Pour le diplomate européen, la coopération énergétique entre les deux parties dispose d'un acquis particulièrement solide. Le gaz naturel demeure son principal pilier, mais les dernières évolutions du contexte énergétique européen ont également renforcé la portée stratégique de la relation avec l'Algérie.

« Nous apprécions beaucoup le caractère fiable, crédible de l'Algérie comme partenaire énergétique », a insisté Diego Mellado, rappelant que cette relation, établie depuis plusieurs années, « a pu être mise à l'épreuve dans des moments diffi-

ciles pour l'Europe », notamment lors des tensions ayant affecté la sécurité des approvisionnements énergétiques.

L'UE voit ainsi dans l'Algérie non seulement un fournisseur important de gaz, mais également un acteur appelé à conserver une place significative dans la nouvelle configuration énergétique européenne.

Les infrastructures gazières comme levier pour l'hydrogène

Le changement d'échelle recherché par Bruxelles passe désormais par les nouvelles filières énergétiques. L'hydrogène vert figure au premier rang de cette stratégie, avec la volonté de valoriser les infrastructures énergétiques déjà en place entre les deux rives de la Méditerranée.

L'ambassadeur a notamment évoqué le South H2 Corridor, projet visant à développer la production d'hydrogène vert en Afrique du Nord et à l'acheminer vers l'Europe, notamment à travers la Tunisie.

« Notre partenariat, qui s'est basé sur des infrastructures dans le domaine du gaz, peut aussi servir pour

l'avenir, pour le futur, pour les énergies renouvelables », a-t-il expliqué.

L'enjeu est donc de transformer progressivement les infrastructures existantes en un atout pour la transition énergétique. Pour l'Algérie, cette évolution pourrait également contribuer à diversifier son propre mix énergétique et à réduire la pression sur la demande gazière intérieure. Le développement de nouvelles sources d'énergie permettrait, selon l'ambassadeur, de dégager davantage de volumes de gaz pour d'autres usages, tout en accompagnant les besoins de l'industrie et de la consommation locale.

Au-delà des flux énergétiques, Bruxelles entend ainsi inscrire la relation avec l'Algérie dans une coopération économique plus large, incluant les investissements, l'industrie et le commerce. La présence inédite de l'UE au NAPEC traduit, à cet égard, la volonté de faire du partenariat énergétique algéro-européen non plus seulement une relation de fournisseur à acheteur, mais un axe de coopération appelé à accompagner la transformation du système énergétique des deux partenaires.

STEPHEN DRAEXLER

« L'Algérie dispose de talents capables de faire avancer la filière hydrogène »



M. B

Présenté au NAPEC 2026, le volet universitaire du projet TaqatHy+ met en avant les travaux de jeunes chercheurs algériens et renforce les passerelles entre universités, recherche et industrie dans le domaine de l'hydrogène vert.

L'émergence d'une filière hydrogène en Algérie passe aussi par la formation d'une nouvelle génération de chercheurs et d'ingénieurs. C'est l'un des messages forts ressortis de la rencontre organisée hier au stand de l'Union européenne au NAPEC 2026, consacrée à la coopération universitaire autour de l'hydrogène vert.

À cette occasion, plusieurs établissements universitaires algériens ont présenté leurs programmes de formation ainsi que des travaux de recherche réalisés dans le cadre du projet Ta-

qatHy+, mis en œuvre avec l'appui de la coopération internationale allemande (GIZ). L'École nationale polytechnique (ENP), l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) et l'École nationale supérieure des énergies renouvelables, de l'environnement et du développement durable de Batna ont notamment pris part à cette rencontre.

Des travaux universitaires au plus près des enjeux industriels

Stephen Draexler, responsable de composante et Team Lead du projet GIZ TaqatHy+ en Algérie, a souligné la qualité des travaux présentés par les étudiants et leur potentiel à contribuer au développement de la filière.

La rencontre a notamment permis de mettre en lumière plusieurs mémoires de master réalisés dans le cadre du projet, portant sur des problématiques liées aux technologies de l'hydrogène. Pour le responsable de TaqatHy+, ces travaux témoignent de l'existence, au sein des universités algériennes, de compétences capables de s'attaquer à des problématiques de pointe dans une industrie encore en pleine structuration.

L'intérêt de cette démarche réside ainsi dans le rapprochement entre formation, recherche et besoins futurs du secteur énergétique. Les étudiants impliqués dans ces travaux sont appelés à poursuivre leur parcours dans le monde académique ou à rejoindre l'industrie, avec l'ambition de contribuer à la concrétisation de projets liés à l'hydrogène en Algérie et au-delà.

La coopération universitaire comme levier

Le projet TaqatHy+ s'inscrit dans une coopération plus large consacrée aux énergies renouvelables, à l'hydrogène vert et à l'efficacité énergétique en Algérie. Il bénéficie notamment d'un financement européen et allemand et est développé en collaboration avec les institutions algériennes concernées.

La rencontre du NAPEC a également été marquée par la présence de l'ambassadeur d'Allemagne en Algérie et de représentants de l'Union européenne, donnant une dimension institutionnelle à cette initiative universitaire.

Dans cette dynamique, la GIZ s'appuie également sur l'expertise de l'Université de Rostock, en Allemagne, partenaire de mise en œuvre de cette activité académique. Cette coopération ouvre ainsi des perspectives d'échanges plus étroits entre établissements algériens et allemands autour de la formation, de la recherche et du transfert de connaissances.

À travers cette initiative, l'enjeu dépasse donc la seule présentation de travaux universitaires. Il s'agit de préparer les compétences qui accompagneront la montée en puissance des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert en Algérie. Car derrière les futurs investissements, infrastructures et projets industriels, la réussite de cette transition reposera aussi sur la capacité à disposer de chercheurs, d'ingénieurs et de spécialistes suffisamment formés pour maîtriser les technologies et transformer le potentiel national en projets concrets.

CAPDZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION
Édité par la SARL BAHIA.COM
Directrice Générale
Hafida BENARMAS
Directrice de Publication
Fatima Benyekhlief

Siège social
Adresse :
Cité 1377
Logts AADL,
Bt 22,
1er étage,
Oran 31000

Administration- Rédaction-
Service publicité
Tel: 041 80 32 62 /
Fax : 041 80 32 63
Mobile : 0770 65 93 89
www.capdz.dz
redaction@capdz.dz
publicite@capdz.dz

IMPRESSION
Impression OUEST S.I.O
DIFFUSION
BAHIA.COM
TEL: 0770 65 93 89
Les manuscrits, photographies
et illustrations ou tout autre document
adressés ou remis à la rédaction
ne seront pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'aucune réclamation.

Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise
Nationale de communication, d'Édition et de Publicités
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

FARID GHEZALI, PRÉSIDENT DE L'APPO

« L'Algérie a une expertise à mettre au service de l'Afrique »



Toufik K

À Oran, le président de l'Organisation des producteurs de pétrole africains met en avant le savoir-faire algérien dans les hydrocarbures et son rôle dans la formation des compétences africaines

L'expertise accumulée par l'Algérie dans le secteur des hydrocarbures pourrait constituer l'un des leviers de la coopération énergétique à l'échelle du continent. C'est le constat mis en avant, hier à Oran, par Farid Ghezali, président de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), en marge de la 14e édition du NAPEC.

Pour le responsable de l'organisation panafricaine, l'expérience algérienne ne se limite pas à la production et à la valorisation des ressources énergétiques.

Elle englobe également la maîtrise des différentes étapes de la chaîne de valeur, ainsi qu'un savoir-faire reconnu dans la formation des cadres et des techniciens spécialisés.

Cette dimension prend une importance particulière dans le contexte actuel, marqué par la volonté de plusieurs pays africains de développer leurs capacités énergétiques et de renforcer leurs ressources humaines. « L'Algérie occupe une place très importante dans ce projet, grâce à son expertise et sa longue expérience dans le domaine de la formation », a relevé Farid Ghezali.

Un savoir-faire qui dépasse les frontières

Le président de l'APPO rappelle notamment le rôle historique joué par l'Algérie dans le développement de l'industrie ga-

zière et l'expérience acquise au fil des décennies dans les différents métiers des hydrocarbures. Une expertise qui constitue, selon lui, un acquis pouvant être davantage partagé avec les autres pays du continent.

Cette coopération trouve déjà une traduction concrète dans le projet de mise en place d'un catalogue africain de formation aux métiers des hydrocarbures. L'initiative vise à réunir, sur une même plateforme numérique, les instituts africains spécialisés dans la formation et à proposer une offre commune couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur.

Exploration, géophysique, exploitation, transport ou encore transport maritime : le dispositif doit permettre de rapprocher les structures de formation existantes et de faciliter la circulation des compétences entre les pays africains.

La place accordée à l'Algérie dans ce projet n'est pas anodine. Le groupe de travail de l'APPO chargé de son élaboration est présidé par un expert algérien. Pour Farid Ghezali, cette responsabilité traduit la reconnaissance de l'expérience acquise par l'Algérie dans le domaine de la formation aux métiers énergétiques.

Former pour mieux intégrer

Au-delà de la constitution d'un catalogue de formations, l'enjeu est aussi celui du partage des compétences. Pour le prési-

dent de l'APPO, le développement du secteur énergétique africain passe désormais par une intensification des échanges d'expertise et par une meilleure valorisation des capacités disponibles au sein du continent.

Cette démarche suppose, selon lui, de dépasser les cadres strictement nationaux pour inscrire les politiques énergétiques dans une perspective régionale et continentale. La réalisation de projets communs et le développement des interconnexions énergétiques constituent, dans cette optique, des axes majeurs de cette intégration.

L'Algérie dispose, dans ce domaine également, d'une expérience susceptible d'être mobilisée.

Son implication dans des projets énergétiques à dimension régionale, à l'image du gazoduc transsaharien, illustre cette volonté de contribuer au développement des infrastructures reliant les différents espaces énergétiques du continent.

À travers la formation, le transfert de savoir-faire et la réalisation de projets structurants, c'est donc une nouvelle dimension de la coopération énergétique africaine qui se dessine. Et dans cette dynamique, l'Algérie entend faire valoir non seulement ses ressources, mais aussi son capital de compétences et plusieurs décennies d'expérience dans les métiers des hydrocarbures.

MOULOUD HACHLAF, ASSISTANT DU PDG DE LA SADEM,

« De l'eau potable à la pétrochimie, le dessalement change d'échelle »



Sarah M

De la sécurisation de l'alimentation en eau potable au soutien direct aux grands pôles industriels, le dessalement de l'eau de mer s'impose progressivement comme un maillon stratégique de la politique hydrique nationale. À Oran, en marge du NAPEC 2026, Mouloud Hachlaf, assistant du PDG de la Société algérienne de dessalement de l'eau (SADEM), filiale du groupe Sonatrach, a mis en avant l'élargissement des missions des grandes stations de dessalement. Le dessalement ne se limite désormais plus à renforcer l'approvisionnement des populations en eau potable. Il accompagne également le développement des grands pôles industriels, notamment dans les zones à forte concentration d'activités pétrochimiques. C'est l'un des enseignements avancés, mardi à Oran, par Mouloud Hachlaf, en marge de la 14e édition du Salon et Conférence de l'Afrique et du Bassin méditerranéen sur l'énergie et l'hydrogène (NAPEC). Le responsable a notamment cité la station Kahrama d'Arzew, dont plus de la moitié de la production est destinée à l'alimentation en eau de la zone industrielle pétrochimique. Cette orientation traduit, selon lui, une évolution du rôle assigné aux infrastructures de dessalement, désormais appelées à contribuer directement à la sécurisation des besoins hydriques de l'appareil productif. Dans cette même perspective, un projet similaire destiné à la zone industrielle de Skikda a été lancé en juin dernier, renforçant le lien entre développement industriel et disponibilité de la ressource hydrique.

Plus de 500 millions de m³ produits

Sur le plan opérationnel, les cinq grandes usines de dessalement d'eau de mer du pays, dont celle de Cap Blanc à Oran, ont fonctionné à pleine capacité de production, a indiqué M. Hachlaf. Depuis leur mise en exploitation, ces installations ont assuré une production cumulée dépassant les 500 millions de mètres cubes d'eau potable, soit une moyenne de plus de 100 millions de mètres cubes par station. Pour le responsable de la SADEM, ces performances constituent également un indicateur de la maîtrise progressive de la gestion et de la maintenance de ces infrastructures stratégiques. Il a particulièrement mis en avant le rôle des compétences nationales dans l'exploitation de ces installations.

Trois nouvelles stations en chantier

L'extension du parc national de dessalement se poursuit par ailleurs à un rythme soutenu. Mouloud Hachlaf a fait état d'une cadence accélérée dans la mise en œuvre de la première tranche du deuxième programme complémentaire de grandes usines de dessalement approuvé par le président de la République. Cette tranche concerne les wilayas de Tlemcen, Mostaganem et Chlef, avec une réalisation confiée à des entreprises nationales. Les travaux ont déjà atteint des étapes avancées en matière d'aménagement, de topographie et d'études techniques. Le coulage initial du béton est attendu « dans les prochains jours », a précisé le responsable, marquant le passage vers la phase effective de réalisation et, à terme, d'installation des équipements. À travers cette montée en puissance, le dessalement s'inscrit ainsi au croisement de deux impératifs : consolider durablement la sécurité hydrique du pays et accompagner les besoins croissants de son tissu industriel.

LE PRÉSIDENT DE L'ARH, AMINE REMINI :

« Le nouveau Data Center permettra de franchir un nouveau palier dans l'exploitation des données »

S Hadjar

L'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) s'apprête à renforcer considérablement ses capacités numériques avec la mise en service prochaine d'un nouveau Data Center dédié à la collecte, au traitement et à l'analyse des données couvrant l'ensemble des activités du secteur des hydrocarbures. L'annonce a été faite mardi à Oran par le président de l'ARH, Amine Remini, en marge de la 14e édition du NAPEC 2026.

Cette nouvelle infrastructure constitue, selon le responsable, une étape importante dans la transformation numérique engagée par l'Autorité.

Elle doit permettre de centraliser et d'exploiter un volume plus important de données relatives à la chaîne de valeur des hydrocarbures, depuis l'amont pétrolier et gazier jusqu'à la distribution des produits pétroliers.

Une infrastructure au service du suivi du secteur

Le Data Center devrait entrer en exploitation à partir de novembre prochain, après une pé-



riode consacrée aux essais techniques. Son déploiement doit notamment permettre à l'ARH d'améliorer ses capacités d'analyse et de tirer davantage d'enseignements des données collectées sur les différentes activités du secteur.

L'objectif est également de renforcer les mécanismes de contrôle et de suivi des opérations sur le terrain, grâce à une exploitation plus structurée et plus réactive de l'information. La donnée devient ainsi un outil

central dans le suivi des activités réglementées par l'Autorité.

Cette infrastructure s'inscrit dans une démarche plus large de digitalisation des procédures et des services de l'ARH, avec l'ambition de couvrir progressivement l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures.

« Mahroukat », un autre pilier de la digitalisation

Parallèlement au Data Center, l'ARH poursuit le développe-

ment de la plateforme numérique « Mahroukat », conçue avec des compétences nationales. Le premier module de cette plateforme a été lancé en février 2026 et porte notamment sur les autorisations relatives aux activités de distribution des produits pétroliers, aux stations-service et aux lubrifiants, ainsi qu'à leur fabrication.

L'Autorité prévoit désormais d'étendre progressivement « Mahroukat » à d'autres segments du secteur, notamment l'amont pétrolier et gazier, le transport par canalisation, le raffinage, la pétrochimie, le stockage et les différentes activités de distribution.

L'ensemble du chantier numérique devrait être finalisé d'ici à la fin du premier semestre 2027.

À travers le Data Center et l'extension progressive de « Mahroukat », l'ARH entend ainsi disposer d'un système intégré permettant de mieux structurer la donnée,

d'affiner son analyse et de renforcer le suivi réglementaire d'un secteur qui couvre une chaîne d'activités particulièrement étendue.

DR IBRAHIM RAHMOUNI, DE L'UNIVERSITÉ DE ROSTOCK

« Près de 200 étudiants algériens ont déjà été formés sur toute la chaîne de l'hydrogène vert »

M. B

Piloté par l'Université de Rostock et soutenu par le programme Erasmus+, le projet associe quatre établissements algériens autour de la formation aux technologies de l'hydrogène vert. Une nouvelle phase devrait prochainement intégrer les doctorants et le CDER.

La coopération universitaire algéro-européenne se consolide autour de l'hydrogène vert, avec un accent particulier mis sur la formation des compétences. Piloté par l'Université de Rostock, en Allemagne, et soutenu par le programme européen Erasmus+, un projet de coopération associe plusieurs établissements algériens afin de développer les connaissances et les compétences nécessaires à l'émergence de cette filière énergétique.

Chercheur et responsable de projets à l'Université de Rostock, le Dr Ibrahim Rahmouni dirige ce projet de coopération qui réunit actuellement quatre partenaires algériens : l'École supérieure des énergies renouvelables, de l'environnement et du développement durable de Batna, l'École nationale polytechnique d'Alger, l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) et l'Institut national du pétrole de Sonatrach.

Un cursus couvrant toute la chaîne de valeur

L'un des principaux acquis du projet réside



dans son volet consacré à la formation. Près de 200 étudiants en master en Algérie ont déjà bénéficié de formations consacrées aux différentes composantes de la filière hydrogène vert.

« Près de 200 étudiants en master ont étudié tout ce qui concerne l'hydrogène vert, de la production au stockage et au transport, jusqu'aux applications », souligne le Dr Rahmouni.

Cette approche globale traduit la volonté des partenaires de ne pas limiter la coopération à un seul segment technologique. Pro-

duction, stockage, transport et usages sont abordés dans une logique de chaîne de valeur, afin de permettre aux étudiants de disposer d'une vision d'ensemble des enjeux scientifiques et technologiques liés à cette énergie.

Pour l'Algérie, le développement de telles compétences constitue un enjeu majeur alors que la recherche et la formation doivent accompagner les évolutions du secteur énergétique. Le projet mise ainsi sur les universités et les établissements spécialisés pour contribuer à la constitution d'un vivier de compétences dans un domaine encore en

structuration.

Vers une nouvelle génération de chercheurs

La coopération pourrait désormais franchir un nouveau cap. Avec l'appui de l'Union européenne et dans le cadre d'Erasmus+, les partenaires travaillent à une extension du projet pour une année supplémentaire.

Cette nouvelle phase devrait élargir le dispositif aux étudiants en doctorat, donnant davantage de place à la recherche scientifique et à la production de connaissances dans le domaine de l'hydrogène vert. Le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) d'Alger devrait également rejoindre le partenariat. L'enjeu ne serait donc plus seulement de former des étudiants de master, mais de renforcer progressivement la continuité entre formation, recherche et expertise scientifique. L'intégration du CDER et l'ouverture aux doctorants pourraient notamment favoriser le développement de travaux de recherche plus avancés et multiplier les passerelles entre les établissements universitaires algériens et leurs partenaires européens. À travers cette coopération, l'Université de Rostock et ses partenaires algériens misent ainsi sur un levier essentiel du développement de l'hydrogène vert : la formation d'une nouvelle génération de spécialistes capables d'accompagner la recherche, l'innovation et, à terme, le déploiement de la filière en Algérie.

ADEM ABDELBASSET KHELIF, INGÉNIEUR EN ÉNERGIES RENOUVELABLES

« L'Algérie est prête, sa jeunesse aussi »

**M. B**

Issu de la première promotion de l'École supérieure des énergies renouvelables, Adem Abdelbasset Khelif, ingénieur spécialisé dans l'hydrogène vert, fait partie de cette nouvelle génération de compétences appelées à accompagner le développement de la filière en Algérie. Son parcours, réalisé notamment dans le cadre du projet TaqatHy+, illustre l'importance du transfert d'expertise et de l'accompagnement international dans un secteur encore émergent.

La transition vers l'hydrogène vert ne se résume pas aux grands projets industriels, aux infrastructures de production ou aux futurs corridors d'exportation. Elle se joue éga-

lement dans les universités et les écoles, là où se forme aujourd'hui la génération qui aura la charge de faire émerger cette nouvelle filière énergétique en Algérie.

Parmi ces jeunes compétences figure Adem Abdelbasset Khelif, ingénieur en énergies renouvelables, spécialisé dans l'hydrogène vert et issu de la première promotion de l'École supérieure des énergies renouvelables. Son expérience dans le cadre du projet TaqatHy+, porté avec l'appui de la coopération allemande, témoigne de l'importance accordée à la formation et à l'acquisition de compétences adaptées aux exigences de cette filière.

Un accompagnement au-delà de la formation académique

Pour le jeune ingénieur, l'apport du projet

ne s'est pas limité à l'aspect théorique. Son travail a été réalisé en étroite collaboration avec l'équipe de TaqatHy+, à travers un suivi régulier et des échanges avec des encadrants allemands et algériens.

« Notre mémoire a toujours été réalisé en collaboration avec l'équipe de TaqatHy+, qui nous accompagnait chaque mois », explique Adem Abdelbasset Khelif. Des réunions régulières permettaient ainsi aux étudiants de présenter l'évolution de leurs travaux et de bénéficier des orientations de superviseurs allemands et de leurs encadrants en Algérie.

Cette collaboration lui a surtout permis d'aborder des aspects qui dépassent le strict cadre technique de l'hydrogène. « Ils nous ont beaucoup aidés, surtout dans les domaines que nous ne connaissions pas, notamment l'étude techno-économique du marché », souligne-t-il.

Un volet particulièrement important dans un secteur dont le marché reste encore en construction en Algérie. Pour ces jeunes ingénieurs, comprendre les mécanismes économiques, les perspectives du marché et les conditions de développement de la filière constitue désormais un complément indispensable à la formation scientifique.

« C'est notre opportunité »

Adem Abdelbasset Khelif insiste également sur la dimension collective de cette expérience, en rendant hommage à son binôme ainsi qu'aux équipes qui ont assuré l'accompagnement du projet. Une manière de rappeler

que la constitution d'une expertise nationale dans l'hydrogène vert repose autant sur les compétences individuelles que sur les dispositifs de formation, d'encadrement et de coopération.

Le jeune ingénieur voit dans les évolutions actuelles de la coopération internationale et dans les projets liés à l'hydrogène vert une véritable fenêtre d'opportunité pour l'Algérie. Il salue notamment les perspectives ouvertes par le SoutH2 Corridor, projet destiné à renforcer les connexions autour de l'hydrogène renouvelable entre l'Afrique du Nord et l'Europe.

Pour lui, les conditions sont désormais réunies pour permettre à la jeunesse algérienne de prendre part à cette transformation. « L'Algérie est prête, et sa jeunesse est prête à se développer dans ce domaine », affirme-t-il.

Son message se veut ainsi autant professionnel que stratégique : « For Algeria, this is a defining strategic moment and it's our turn and our opportunity to cement Algeria's position at the vanguard of global energy, driving the transition while ensuring regional energy security. »

À travers son parcours, Adem Abdelbasset Khelif incarne ainsi l'un des enjeux déterminants de l'essor de l'hydrogène vert en Algérie : disposer, parallèlement aux investissements et aux projets structurants, d'un vivier national d'ingénieurs et de spécialistes capables de maîtriser les dimensions techniques, économiques et industrielles de cette nouvelle filière.

ÉLECTIONS LOCALES

Les listes du FLN font bouger les lignes à Oran



Habib Benaouda

Les listes électorales confectionnées par la mouhafadha du Front de libération nationale (FLN) à Oran, en prévision des prochaines élections locales, suscitent un mouvement notable au sein des rangs du parti. L'apparition de nouveaux noms en positions avancées, conjuguée à la promotion de plusieurs jeunes militants en tête de liste, alimente les discussions au sein de la base militante et des milieux politiques locaux.

Selon des sources informées, la mouhafadha a procédé hier à la remise des listes à leurs têtes de liste, après leur validation par le secrétaire général du parti. Une étape qui intervient en prélude à la finalisation des procédures de candidature et au dépôt des

dossiers auprès de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) et des instances compétentes.

L'attention se focalise particulièrement sur la composition des listes destinées aux grandes communes et sur leur capacité à réaliser de bons scores lors du prochain scrutin.

Des surprises à Oran et Bir El Djir

Les premières informations disponibles font état de plusieurs surprises, notamment au niveau des communes d'Oran et de Bir El Djir, tant par les noms retenus que par les positions qui leur ont été attribuées. La configuration des listes fait ainsi l'objet de nombreux commentaires dans les milieux partisans, en attendant leur annonce officielle et l'achèvement du processus légal.

Le rajeunissement apparaît comme l'un des principaux marqueurs de cette nouvelle configuration. Plusieurs jeunes militants et acteurs du parti ont été placés en bonne position, aux côtés de profils disposant d'une expérience dans les domaines politique, local et administratif. Une combinaison qui semble traduire la volonté de concilier expérience et renouvellement des profils.

L'APW sous les projecteurs

La liste du FLN pour l'Assemblée populaire de wilaya (APW) suscite, elle aussi, un intérêt particulier au regard du rôle de cette institution dans le suivi des dossiers de développement local et des affaires de la wilaya. Elle devrait associer des profils expérimentés à de jeunes militants placés en positions avancées.

À Bir El Djir, l'enjeu se cristallise notamment autour de la composition et du positionnement des candidats, compte tenu du poids démographique et politique de cette importante commune. La liste de la commune d'Oran retient également l'attention, eu égard au poids de la capitale de la wilaya dans le paysage électoral local.

Pour les observateurs, la remise des listes constitue une étape importante dans la préparation du scrutin.

La configuration définitive ne sera toutefois connue qu'après l'achèvement des procédures légales et l'annonce officielle des listes retenues.

PERFORMANCE PORTUAIRE À ORAN

Les délais de séjour divisés par deux, le trafic des conteneurs bondit de 26 %

Habib B

Le port d'Oran accélère sa mue. Depuis le début de l'année, la plateforme portuaire a enregistré une progression de 26 % du nombre de conteneurs commerciaux traités, tandis que la durée de séjour des navires et des marchandises a été considérablement réduite. De 29 jours dans certains cas, le séjour est désormais ramené à 12 jours, soit une baisse proche de 50 %. Des résultats qui témoignent d'une amélioration de la fluidité des opérations et de la performance des services portuaires.

Selon les données de l'Entreprise portuaire d'Oran (EPO), l'activité globale a progressé de 0,35 % par rapport à l'année précédente. Le temps moyen de séjour au mouillage a, pour sa part, diminué de près de 17 %, tandis que la durée de séjour à quai a reculé de 1 %.

Le 24h/24 change la cadence

Cette évolution est notamment liée au fonctionnement continu 24 heures sur 24, instauré depuis environ un an et

demi. Le dispositif a permis d'accélérer le traitement des navires commerciaux et de réduire leur immobilisation au port.

La différence est particulièrement nette pour les navires dont le séjour pouvait atteindre 29 jours. Désormais, cette durée ne dépasse plus 12 jours. Outre le gain de temps, cette réduction permet d'alléger les coûts liés au séjour et d'améliorer les délais d'acheminement des marchandises pour les opérateurs économiques.

Trois nouveaux portiques au terminal

Le renforcement des moyens de manutention accompagne cette amélioration. Trois portiques sur pneus ont été mis en service en août dernier au terminal à conteneurs, après l'achèvement de leur installation et des réglages techniques nécessaires.

Les unités n° 2, 3 et 5 permettent de constituer des blocs allant jusqu'à six conteneurs en largeur et six en hauteur, optimisant ainsi les espaces de stockage et augmentant la capacité du terminal. Dotés d'un



système de positionnement mondial différentiel de haute précision, ces équipements permettent également de localiser les conteneurs en temps réel, avec une marge d'erreur réduite à quelques centimètres. Cette modernisation s'inscrit dans la transformation progressive du port d'Oran en port intelligent, avec un recours accru aux tech-

nologies numériques et aux systèmes d'information. À l'horizon 2030-2035, l'objectif est de renforcer encore la productivité, d'accélérer les opérations de chargement et de déchargement et de consolider la position du port d'Oran comme plateforme logistique stratégique des échanges commerciaux.

SÉCURITÉ ET GESTION DES RISQUES AU PORT D'ORAN

Un exercice grandeur nature pour tester la capacité de réaction

H. B

Le port d'Oran a abrité un exercice conjoint de sécurité et de sûreté destiné à tester, en conditions simulées, la capacité des différents services intervenant dans l'enceinte portuaire à faire face à des situations d'urgence. L'opération a notamment permis d'évaluer la rapidité de réaction, l'efficacité des moyens de communication et le niveau de coordination entre les équipes mobilisées. Plusieurs intervenants ont pris part à cet exercice, notamment la capitainerie du port, le département Police et Sécurité à travers le service Hygiène, Sécurité et Environnement (HSE), le bureau de sûreté portuaire, la 1re brigade de la Police des frontières maritimes, les services de la Protection civile ainsi que les garde-côtes.

Deux scénarios ont été mis en œuvre afin de reproduire des situations susceptibles de se produire dans un environnement portuaire.

Un incendie avec des victimes simulées

Le premier scénario a porté sur le déclenchement d'un incendie à bord d'un engin relevant de la direction logistique. Dès la détection du sinistre simulé, les équipes HSE ont engagé une première intervention avant l'arrivée des éléments de la Protection civile, chargés de poursuivre les opérations d'extinction et de maîtriser la situation.

L'exercice a également intégré la présence de deux victimes. Leur évacuation et leur prise en charge ont ainsi permis de tester la capacité des équipes à mener simultanément des opérations de lutte contre l'incendie, de secours et d'évacuation.

Une intrusion suivie d'une opération de sauvetage

Le second scénario a simulé une tentative d'intrusion clandestine au niveau du quai de Hambourg. Quatre individus étaient censés s'être introduits dans l'enceinte portuaire avant de se dissimuler dans un conteneur.

La 1re brigade de la Police des frontières maritimes est intervenue pour sécuriser la zone et procéder à l'interpellation de trois personnes. Le quatrième individu, dans la simulation, a tenté de prendre la fuite en se jetant à la mer, déclenchant une opération de recherche et de sauvetage. Un semi-rigide des garde-côtes a été engagé et a permis de récupérer la personne tombée à l'eau.

Au terme de l'exercice, une séance d'évaluation commune a permis d'analyser le déroulement des différentes interventions, d'identifier les points à améliorer et de dégager des pistes pour renforcer davantage la préparation opérationnelle.

À travers ce type d'entraînement, le port d'Oran entend éprouver régulièrement ses dispositifs d'urgence et renforcer l'interopérabilité entre les services de sécurité, de secours et les équipes techniques, un enjeu essentiel dans un espace marqué par la circulation permanente des navires, des marchandises et des équipements.

TLEMCCEN

Journée arabe de l'habitat célébrée à Mansourah



O.DEGUI

La wilaya de Tlemcen a célébré, ce lundi 5 octobre 2026, la Journée arabe de l'habitat sous le slogan « Résilience communautaire : construire des

sociétés adaptables ». La cérémonie, présidée par le wali M. Youcef Bechlaoui au Palais culturel Abdelkrim Dali à Mansourah, a réuni les principaux acteurs du secteur : services du logement, Direction des équipements publics, Direction de l'urbanisme et de l'archi-

itecture, OPGI, Agence immobilière de la wilaya, ENPI, CNL, AADL et promoteurs privés.

La journée a débuté par une visite des stands de l'exposition, offrant un aperçu des données et statistiques du secteur. Le wali a saisi l'occasion pour adresser ses directives aux acteurs impliqués et rappeler les mesures visant à stimuler les programmes de logement dans la région. Parmi ces mesures figurent la simplification des procédures administratives et l'accélération de l'octroi de logements aux citoyens. Il a également souligné que « les procédures liées à l'aménagement urbain dans les différentes communes sont en cours, visant à créer des environnements harmonieux et durables ». Un accent particulier a été mis sur l'aspect esthétique des logements, considéré comme essentiel au développement urbain et à la qualité de vie. Au total, la wilaya de Tlemcen a bénéficié de 154 666 unités toutes formules confondues : 127 181 achevées, 15 184 en phase de réalisation et 12 301 prochainement lancées.

MOSTAGANEM

14 000 hectares consacrés à la campagne labours-semailles

R.M

La wilaya de Mostaganem consacre 14 000 hectares à la campagne labours-semailles des céréales et grandes cultures pour la saison 2026-2027, indique mardi un communiqué du cabinet du wali.

La superficie se répartit entre 9 000 hectares d'orge, 4 260 hectares de blé dur et tendre, et 340 hectares d'avoine. Les services agricoles prévoient une production de plus de 247 000 quintaux. Lors d'une réunion présidée par le wali Ahmed Boudouh, il a été insisté sur le suivi effectif des opérations, l'accompagnement des agriculteurs en coordination avec l'OAIC et les coopératives céréalières, ainsi que sur la mobilisation des moyens d'irrigation. La commission de wilaya chargée du suivi de la campagne a été installée.

NÂAMA

Plus de 1 130 logements réceptionnés

N.B

Un total de 1 139 logements relevant de différents programmes et formules ont été réceptionnés depuis le début de l'année à travers les communes de la wilaya de Nâama, a indiqué mardi la Direction du logement.

Ce quota se répartit entre 150 logements publics locatifs (LPL), 375 logements ruraux et 614 logements réalisés dans le cadre des lotissements sociaux, a précisé le directeur du logement par intérim, Latreche Temmam. Les travaux de réalisation d'un programme de 6 022 logements, toutes formules confondues, se déroulent actuellement à travers la wilaya, avec des taux d'avancement variables. Ces programmes comprennent 3 239 LPL, 1 272 logements ruraux, 1 086 unités de lotissements sociaux, 272 logements promotionnels aidés (LPA) nouvelle formule, 144 logements AADL 3 et 9 LPA première formule.

M. Temmam a indiqué que les chantiers avancent à un rythme satisfaisant et que toutes les facilités sont mises à disposition des entreprises pour achever les projets dans les délais contractuels. Pour rappel, le parc immobilier de la wilaya s'est renforcé, entre 2022 et 2026, par 6 829 logements de différents types, dont près de 3 000 lotissements sociaux et environ 2 000 LPL.

Ces réalisations ont contribué à réduire le taux d'occupation des logements, actuellement de 4,4 personnes par logement.

MANSOURAH

Inauguration d'un complexe scolaire à Aïn Ghraba

O.D

Dans le cadre des efforts continus pour soutenir le secteur de l'éducation et renforcer les infrastructures scolaires, et conformément aux instructions du wali

Youcef Bechlaoui, un complexe scolaire de catégorie 3 a été inauguré lundi 5 octobre 2026 dans les quartiers d'Ajdir et Tighza, commune d'Aïn Ghraba, daïra de Mansourah. L'enveloppe financière dépasse les 153 millions de dinars. Ce complexe comprend

18 salles de classe pouvant accueillir 540 élèves, ainsi qu'une cafétéria et un terrain de sport, offrant des conditions d'apprentissage optimales et un meilleur encadrement. Les élèves ont été accueillis dans d'excellentes conditions à l'occasion de cette ouverture.

CULTURE

Préparatifs du Festival des créateurs de contenu

O.D

Dans le cadre des préparatifs de la première édition du Festival national des créateurs de contenu à Tlemcen, le Centre jeunesse les frères Berber d'Imama, commune de Mansourah, a organisé lundi 5 octobre une réunion de coordination. Y ont participé le chef de service des activités de la jeunesse, le directeur de l'Office des éta-

blissements de la jeunesse de la wilaya et les membres des comités organisateurs.

La réunion a permis de passer en revue les aspects organisationnels et techniques, de coordonner les tâches entre les comités et d'évaluer la capacité des services à assurer le succès de l'événement.

Le festival se tiendra du 21 au 25 octobre 2026 sous le slogan « Un jeune qui crée... une identité nationale qui se construit ».

SAÏDA

50 artistes reçoivent la carte d'artiste

B.H

Cinquante artistes de la wilaya de Saïda ont reçu la carte d'artiste, a indiqué mardi le directeur de la Culture et des Arts, Karim Bouarfa.

Dans une déclaration à la presse, M. Bouarfa a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts visant à organiser le

secteur artistique et à renforcer la place des artistes, tout en leur permettant de bénéficier des droits et avantages accordés par cette carte, conformément à la législation en vigueur.

La carte facilite l'accès aux programmes et dispositifs destinés aux artistes, renforce la reconnaissance de leur statut professionnel et accompagne les professionnels dans leur

parcours créatif, a-t-il souligné.

Il a ajouté que cette attribution traduit la volonté du secteur d'accompagner les artistes dans toutes leurs spécialités et de les encourager à poursuivre leurs activités créatives.

Le secteur poursuit la réception et l'étude des dossiers des artistes souhaitant obtenir la carte, tout en les accompagnant dans les procédures administratives requises.

MASCARA

40 LPL bientôt distribués à Sidi-Abdelmoumene

L.M

Un quota de 40 logements publics locatifs (LPL) sera distribué au début du mois de novembre prochain dans la commune de Sidi Abdelmoumene, wilaya de Mascara, a indiqué mardi la wilaya.

Le taux d'avancement des travaux a atteint

96 %, et la liste nominative provisoire des bénéficiaires a été rendue publique mardi. La remise des clés et des décisions d'attribution est prévue « au plus tard au début du mois de novembre prochain ».

Les logements sont projetés dans la nouvelle zone résidentielle de la commune.

Par ailleurs, la commission de la daïra de Mohammadia a entamé mardi la réception des recours des citoyens concernant la liste

provisoire. Ces recours seront examinés dans le délai légal de huit jours.

Près de 2 000 demandes de LPL ont été recensées dans la commune.

D'autre part, les travaux de 120 autres LPL se poursuivent dans la même commune, avec des taux d'avancement entre 45 % et 96 %. La commune de Sidi Abdelmoumene a bénéficié, entre 2020 et la fin du premier semestre 2026, d'un programme global de 180 LPL.

TEBBOUNE REND UN DERNIER HOMMAGE À BOUALEM BOUALEM

Une figure marquante ayant consacré sa vie pour l'Algérie

Wassila. B

La Présidence de la République a annoncé, hier, le décès du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, dans un hôpital à Genève (Suisse), des suites d'une longue maladie.

"Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux. +Et fais la bonne annonce aux endurants qui disent, quand un malheur les atteint : A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons+.

La Présidence de la République annonce le décès, des suites d'une longue maladie, du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, ce jour, dans un hôpital à Genève (Suisse), où il recevait des soins. Puisse Allah Tout-Puissant accorder au défunt Sa sainte miséricorde et l'accueillir en Son vaste paradis. +A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons+", lit-on dans l'annonce du décès.

Le président de la République a rendu un dernier hommage au défunt Boualem Boualem dont la dépouille est arrivée hier après-midi à Alger. Le président Tebboune a récité la Fatiha du Saint Coran devant la dépouille du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, avant de présenter ses condoléances à sa famille.

A leur tour, les hauts responsables de l'Etat présents se sont recueillis devant la dépouille du



défunt Boualem Boualem au salon d'honneur de l'aéroport international Houari Boumediene d'Alger.

La dépouille du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, le défunt Boualem Boualem, est arrivée hier après-midi à Alger. Etaient présents à l'arrivée de la dépouille du défunt au salon d'honneur de l'aéroport international Houari-Boumediene, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de hauts responsables de l'Etat et des membres de la famille du défunt.

Un grand patriote

Le défunt Boualem Boualem, Directeur de cabinet de la Présidence de la République, rappelé à Dieu hier lundi, figure parmi les hommes d'Etat les plus éminents

ayant voué leur vie au service de la patrie ; son nom est indissociable des étapes politiques majeures qu'a traversées le pays.

Le défunt était reconnu pour sa grande habileté administrative et sa rigueur extrême dans le traitement des dossiers nationaux d'envergure.

Il a fait preuve de dévouement, de pondération et de réalisme dans l'exercice de ses missions, tout au long d'un parcours marqué par l'intégrité, la discrétion et un souci constant de l'intérêt supérieur de la nation. Ces qualités lui ont valu le respect et l'estime de tous ceux qui ont travaillé à ses côtés dans les diverses fonctions qu'il a occupées.

Magistrat et homme de droit, le défunt a gravi les échelons de responsabilités administratives et institutionnelles au sein de l'Etat. Sa dernière fonction fut celle de

Directeur de cabinet de la Présidence de la République, poste auquel il a été nommé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le 2 janvier 2024, après avoir assuré l'intérim de ce cabinet durant l'année précédente.

Tout au long de sa carrière, il a fait preuve d'une personnalité équilibrée et d'une vision éclairée. Il a débuté son parcours dans la magistrature au tribunal d'Oran en 1982, avant d'exercer en tant que conseiller à la Cour suprême et d'être élu membre du Conseil de la nation pour la wilaya de Tيارت. En 2016, il a été nommé à la tête de l'Instance nationale de prévention et de lutte contre les crimes liés aux technologies de l'information et de la communication. En 2020, le Président de la République l'a nommé conseiller chargé des affaires juridiques et judiciaires, fonction qu'il a continué d'exercer (avec un périmètre élargi aux relations avec les institutions, aux enquêtes et à la qualification) à partir de 2023.

Le défunt était reconnu pour sa maîtrise des missions dont il avait la charge ; sa présence a marqué des étapes clés de l'action politique et administrative, mettant son expertise et son expérience au service des débats et des rencontres auxquels il a pris part. Il laisse derrière lui un riche héritage et un parcours exemplaire marqué par son dévouement et sa contribution au service de la patrie.

CODE PÉNAL Le projet de réforme devant le Conseil de la nation

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a présenté, mardi, devant les membres du Conseil de la nation, le texte de loi portant Code pénal, lequel prévoit la peine de mort à la rencontre des auteurs de crimes d'incendie volontaire de forêts et de champs, et des ravisseurs d'enfants.

La présentation du texte de loi a eu lieu lors d'une séance plénière présidée par M. Azouz Nasri, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali. Lors de la présentation, le ministre a indiqué que ce texte s'inscrivait dans le cadre « de la poursuite de la lutte contre les différentes formes de criminalité, de la criminalisation de certains actes issus de la réalité sociale, et du renforcement de la protection des enfants ». Le texte traduit également "la ferme volonté politique des hautes autorités du pays de faire face, avec la rigueur de la loi, à ces phénomènes criminels graves et à assurer la dissuasion générale et spéciale". Il s'agit "des crimes d'incendie volontaire et de ceux visant des enfants, à travers l'application des peines maximales à l'encontre de leurs auteurs, afin de les éradiquer, ces crimes étant étrangers à notre société et à notre religion", a ajouté le ministre. Le texte prévoit « l'instauration de la peine de mort contre les auteurs de crimes d'incendie volontaire de forêts et de champs, de destruction volontaire de biens publics et privés commis au profit de parties étrangères dans le cadre de la trahison, de l'intelligence ou du crime organisé, ainsi qu'à la rencontre de quiconque tente de porter atteinte à la sécurité, à l'ordre public, à l'unité nationale ou à la stabilité économique et environnementale ». Le texte de loi prévoit « des sanctions légales à l'encontre de quiconque finance, commandite ou participe à la commission de ces actes par quelque moyen que ce soit, y compris les plateformes de réseaux sociaux ».

ALGÉRIE-JORDANIE

Vers la réactivation du Conseil d'affaires

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a reçu, mardi à Alger, l'ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie, M. Ahed Sweidat, avec lequel il a examiné l'état et les perspectives de promotion de la coopération économique et commerciale entre les pays, soulignant l'importance de la réactivation du Conseil d'affaires algéro-jordanien, in-

diquant un communiqué du ministère.

Lors de la rencontre tenue au siège du ministère, les deux parties ont abordé les perspectives de développement des relations entre l'Algérie et la Jordanie dans les différents domaines économiques, et de renforcement de l'échange commercial entre les deux pays, précise la même source. Cette rencontre a été l'occasion de mettre en avant l'importance de la

réactivation du Conseil d'affaires algéro-jordanien, en tant que mécanisme pratique visant à rapprocher les communautés d'affaires des deux pays, à renforcer les contacts directs entre les entreprises économiques, et à explorer les opportunités de partenariat et d'investissement, de manière à contribuer à l'élargissement et à la diversification des échanges commerciaux, conclut le communiqué.

ALGÉRIE-NIGER

Lancement de la dorsale transsaharienne à fibre optique

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid-Ali Zerrouki, accompagné de son homologue nigérien, Hamani Kargné, a présidé, mardi dans la ville d'Assamaka (Niger), à la frontière algéro-nigérienne, la cérémonie de lancement officiel de l'exploitation de la dorsale transsaharienne à fibre optique dépendant des deux pays. La cérémonie s'est déroulée en présence de responsables et de représentants d'organismes concernés des deux pays. Le projet s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale et du développement des infrastructures de télécommunications et de l'interconnexion numérique entre l'Algérie et le Niger, ce qui favorise l'extension des réseaux de télécommunications et le renforce-

ment des échanges dans le domaine des technologies de la communication. Cette liaison relève de la ville d'In-Guezzam (Algérie) à la région d'Arlit-Agadez (Niger). Elle est dotée d'une technologie de transmission moderne offrant, dès sa mise en exploitation, une capacité atteignant 100 gigabits/seconde, permettant d'acheminer efficacement le trafic de données entre les deux pays et de répondre aux besoins en matière de connectivité et d'échanges numériques. Le projet, réalisé grâce aux compétences techniques des équipes d'Algérie-Télécom et de Niger-Télécom, se caractérise par une importante capacité d'extension, permettant d'augmenter progressivement les capacités de transmission de données, en fonction de l'évolution des be-

soins des deux pays.

M. Zerrouki a indiqué que le choix de la ville d'Assamaka, située à proximité d'In Guezzam, pour abriter la cérémonie de lancement de cette infrastructure stratégique revêt "une importance particulière", précisant que le projet "s'inscrit dans le cadre du Comité de liaison dédié à la dorsale transsaharienne, qui regroupe six pays africains : l'Algérie, le Mali, le Niger, la Mauritanie, le Nigeria et le Tchad".

Le ministre a souligné que "ce projet s'inspire de l'initiative du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)", rappelant les propositions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans son message précis aux par-

ticipants au sommet des pays fondateurs du NEPAD, tenu récemment en Egypte, concernant l'importance pour l'Afrique de compter sur ses propres capacités et de renforcer la solidarité et l'intégration entre ses Etats et ses peuples.

Le ministre a affirmé, dans ce contexte, que ce projet constitue "une étape importante dans le renforcement de la connectivité numérique et le soutien à l'économie numérique dans la région du Sahel", notamment à travers l'amélioration de l'interconnexion des réseaux de télécommunications entre les pays partenaires et la facilitation de la circulation des données et des connaissances.



LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

Les habitants de l'Ahaggar saluent la décision de Tebboune



R. N

Des habitants de l'Ahaggar ont salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'ordonner le démarrage immédiat du projet de la ligne ferroviaire dépendant d'Alger à Tamanrasset, et qui ouvre une nouvelle ère de développement durable pour la région du Grand Sud du pays.

Des citoyens approchés par l'APS ont ainsi exprimé leur pleine satisfaction face à la décision du président de la République d'ordonner le démarrage immédiat de ce projet, longtemps attendu par la population

de l'Ahaggar, animée par l'espoir de le voir enfin se concrétiser.

A cet égard, M. Ahmed Hamdaoui, propriétaire d'une agence de voyage, a indiqué que la concrétisation de cette infrastructure d'envergure insufflera une forte dynamique au secteur touristique dans la région et permettra de garantir l'acheminement des visiteurs vers les différents sites touristiques et faciliter l'accès aux différents circuits de la région, tout en stimulant l'économie locale.

Pour sa part, M. Abdelbasset Azzaoui, enseignant à l'université "Hadj Moussa Akhamok" de Tamanrasset, s'est félicité de la portée de ce projet majeur et

structurant, véritable moteur à même d'impulser la dynamique économique dans toute la région.

Ce projet contribuera également bien lors de sa phase de réalisation qu'après sa mise en service à générer des postes d'emplois directs et indirects, en plus de soutenir la dynamique commerciale à travers le transport de marchandises et de biens, la facilitation de la mobilité des ressources humaines, ainsi que la garantie de l'acheminement des matières premières ou des produits finis exploités par le tissu industriel local afin de fournir divers biens et services, ce qui est de nature à améliorer les conditions de vie

de la population et booster les indicateurs économiques et sociaux des citoyens, ajoute le même intervenant.

L'acteur associatif, Ahmed Kerzika, a, quant à lui, exprimé sa conviction que ce projet s'affirme comme un projet souverain, revêtant une importance stratégique majeure pour le pays. Il relève le nord au sud du pays, contribue à désenclaver les régions et garantit la mobilité des personnes des deux côtés.

Selon lui, ce projet est également l'illustration parfaite de l'équilibre du développement à travers toutes les régions du pays, un acquis unanimement salué et que les hautes autorités du pays aspirent à concrétiser.

SECTEUR AGRICOLE

L'UNPA salue les décisions du président de la République

L'Union nationale des paysans algériens (UNPA) a salué le grand intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au secteur agricole, marquant "une étape importante" dans le processus de développement et d'accélération de la modernisation du secteur, vu de son importance stratégique pour l'économie nationale.

Dans une déclaration à l'APS, le secrétaire national de l'Union, Slimane Dribine, a salué la décision du président de la République de consacrer un Conseil des ministres au secteur agricole, ce qui a traduit "le grand intérêt que le président de la République porte à l'agriculture, en tant que secteur stratégique".

Dans le même sillage, il moyens a rappelé que l'Etat "a mobilisé, au cours des dernières années, tous les nécessaires au développement de ce secteur, qui bénéficie de la priorité auprès des pouvoirs publics, étant essentiel à la garantie d'une sécurité alimentaire durable".

Concernant le Conseil des ministres qui sera consacré au secteur, le responsable a fait partie de "l'optimisme" de l'UNPA quant aux décisions attendues, tout en espérant que ce Conseil examinera "les principaux dossiers urgents qui doivent être étudiés et pris en charge par les pouvoirs publics, notamment ceux liés à l'organisation de la campagne travaux-semailles, ainsi qu'à la commercialisation des produits de grande consommation et des produits agricoles de première nécessité".

Le secrétaire national de l'UNPA a également appelé à l'élaboration de fiches techniques pour chaque produit afin de maîtriser la production, les coûts et la commercialisation avec une marge bénéficiaire déterminée, et ce, à travers une coordination permanente entre les ministères du Commerce et de l'Agriculture.

Selon le représentant de l'Union, ce mécanisme permettra aux services compétents chargés du contrôle d'assurer le suivi du circuit de commercialisation de ces produits et de leurs prix, ajoutant que l'Union entend adopter des "décisions importantes relatives à l'organisation des marchés nationaux des produits agricoles en termes de disponibilité et de prix, ainsi qu'à la lutte contre la spéculation". Au terme de sa déclaration, M. Dribine a salué les récentes mesures prises en matière de développement de la mécanisation agricole et de la modernisation des moyens de production, notamment à travers la création du Conseil national de la mécanisation agricole, chargé de mettre en place le cadre stratégique de développement de ce domaine et d'accompagner sa transformation vers davantage de modernisation et d'efficacité.

SALON DE LA VALORISATION DES DÉCHETS

Une forte participation internationale attendue

La 10e édition du Salon international de la récupération et de la valorisation des déchets (REVADE 2026) s'ouvrira jeudi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec la participation d'au moins 150 entreprises algériennes et de plusieurs sociétés étrangères de différents pays.

Organisée par les ministères de l'Environnement et de la Qualité de la vie, et du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, sous le slogan "Une économie circulaire durable : enjeux et perspectives", cette édition verra la participation d'entreprises et d'organismes publics, d'opérateurs économiques, d'investisseurs, de porteurs de projets, de start-up, de sociétés étrangères d'Allemagne, d'Italie, de Chine, de Belgique, du Rwanda et du Sultanat d'Oman, ainsi que de l'Organisation internationale du travail (OIT), ce

qui favorisera les échanges d'expertises, d'expériences et de technologies dans les domaines de l'économie circulaire et de la valorisation des déchets.

Prévue sur trois jours, cette manifestation sera un espace privilégié de dialogue et de coopération autour des enjeux liés à l'économie circulaire et à la gestion des déchets, notamment à la faveur de la présence des différents acteurs de la chaîne de valeur, parmi lesquels les entreprises de collecte et de transport des déchets, les entreprises de tri sélectif, les centres d'enfouissement technique (CET), les centres d'incinération, les entreprises de transformation et de recyclage des déchets, en sus des producteurs et fournisseurs de matières premières recyclées.

Participent également à cette manifestation des entreprises spécialisées dans la fourniture d'équipements de collecte, de transport et de recyclage des dé-

REVADE

chets, des fournisseurs de solutions technologiques, des bureaux d'études et de conseil, des instituts et établissements de formation, ainsi que des établissements financiers, des compagnies d'assurance et des entreprises et organismes publics. Le REVADE 2026 vise à renforcer la place de l'économie circulaire dans le processus de diversification de l'économie nationale, à travers le développement des activités de collecte, de tri, de traitement, de recyclage et de valorisation des déchets, en vue de les transformer en matières susceptibles d'être réintégrées dans l'activité industrielle.

La manifestation ambitionne également d'encourager l'invest-

tissement national et étranger dans le domaine de la gestion et de la valorisation des déchets, de soutenir le transfert de technologies et de savoir-faire et de développer un tissu industriel national spécialisé dans le recyclage et la valorisation, permettant ainsi de créer un impact positif sur l'emploi.

Selon les organisateurs, cette édition constitue une opportunité pour renforcer la transition vers un système intégré de valorisation et de réintégration industrielle des matières dans le cycle économique, conformément aux objectifs de développement durable et de diversification de l'économie nationale.

COOPÉRATION ENTRE DJEZZY ET LA STARTUP BORTOCALL

Lancement d'une solution de messagerie professionnelle sécurisée

R. N

L'opérateur téléphonique mobile Djazzy et la startup algérienne BortoCall ont procédé au lancement commercial "Relay by BortoCall" qui est une solution de messagerie instantanée et de collaboration professionnelle destinée aux entreprises, administrations et institutions algériennes, a indiqué mardi un communiqué de Djazzy.

"Développée par BortoCall et proposée par Djazzy en mode "software as service" (Saas)", cette solution offre une messagerie professionnelle chiffrée de bout en bout, destinée à garantir la confidentialité des communications et la protection des données", précise le communiqué, ajoutant que cette solution "est hébergée sur Djazzy cloud, disponible sur la place de marché de l'opérateur avec des offres adaptées aux besoins et à la taille des organisations". "Ces données sont hébergées

et traitées en Algérie", offrant ainsi aux organisations un "cadre adapté à leurs organisations", exigences en matière de protection des données personnelles et de souveraineté numérique", note le communiqué.

La même source relève que "Relay permet aux collaborateurs d'une même organisation d'échanger individuellement ou en groupe, de passer des appels audio et vidéo et de créer des canaux de discussion dédiés aux équipes, projets ou activités", ajoutant que "la solution intègre également le partage de fichiers et permet de créer des réseaux de communication entre différentes organisations facilitant ainsi les échanges professionnels".

A cela, s'ajoute "une console d'administration centralisée permettant de gérer les utilisateurs, les accès, les licences et les autorisations selon les règles propres à chaque organisation".

A cette occasion, le directeur général

de Djazzy, Boumediene Senouci, a indiqué que cette solution est "une nouvelle étape dans l'accompagnement des entreprises algériennes dans la transformation de leurs communications professionnelles". Conçu pour répondre aux nouveaux enjeux des organisations, Relay "réunit l'expertise technologique de BortoCall, l'infrastructure Cloud de Djazzy et notre capacité d'accompagnement pour proposer une solution à la fois performante, sécurisée et souveraine", at-il indiqué, soulignant "la volonté de Djazzy de faire émerger et de valoriser les compétences et les innovations développées en Algérie". De son côté, le Président-directeur général et cofondateur de BortoCall, Bilal Sefsaf, a estimé que les entreprises et institutions avaient besoin "d'un environnement confidentiel de leurs échanges", ce qui permet "de garder la maîtrise de leurs données".

AIR ALGÉRIE

Reprise des vols vers Tripoli fin octobre



La compagnie nationale Air Algérie reprendra, à partir du 28 octobre, ses vols à destination de Tripoli (Libye), à raison de deux vols par semaine, a in-

formé l'APS auprès de la compagnie.

Cette ligne desservira l'aéroport international de Mitiga (le nouvel aéroport) dans la capitale libyenne les mercredis et

vendredis.

Elle s'inscrit dans le cadre du renforcement des dessertes aériennes au départ et à destination des différentes capitales africaines, permettant ainsi à l'aéroport international d'Alger (Houari-Boumediene) de renforcer son statut de "hub", conformément à la dynamique que connaît le transporteur national, notamment après le renforcement de sa flotte par de nouveaux appareils.

Dans ce cadre, plusieurs lignes ont été récemment ouvertes ou relancées vers plusieurs villes d'Afrique, d'Europe et d'Asie, notamment vers N'Djamena (Tchad), Libreville (Gabon), Luanda (Angola), Manchester (Royaume-Uni), Berlin (Allemagne) et Doha (Qatar).

ZONES INDUSTRIELLES

Vers un recensement général

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a indiqué, mardi à Alger, que les services de son département ministériel, en coordination avec les walis, avaient procédé au traitement de la situation de 729 zones industrielles, tous types confondus, à travers l'ensemble du territoire national, aux instructions du président de la République relatives à l'achèvement de l'opération de recensement général du foncier industriel à la fin du mois de septembre dernier.

Cette annonce a été faite lors d'une séance d'audition devant la Commission des affaires économiques, de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Abdennour Bousbia, président de la



Commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, sur la stratégie du ministère visant à améliorer l'exploitation des zones industrielles et des zones d'activités, ainsi que les

mécanismes de contrôle du foncier industriel. L'opération de recensement général du foncier industriel a inclus 610 zones d'activités, 66 anciennes zones industrielles et 50 nouvelles zones industrielles (dans

le cadre du programme national de réalisation de 50 nouvelles zones industrielles), ainsi que 3 infrastructures hors programme, selon les précisions de M. Kourtel. A noter que la séance a été consacrée à l'examen et au débat de la stratégie du ministère visant à améliorer l'exploitation des zones industrielles et des zones d'activités, ainsi que des mécanismes de contrôle du foncier industriel, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à garantir une exploitation optimale du foncier industriel et à l'orienter vers des projets d'investissement productifs, à même de consolider l'investissement et de soutenir le développement économique.

EDITO

Les défis d'une nouvelle ère énergétique

Wassila. B

Le NAPEC, qui se tient actuellement au Centre des conventions d'Oran, nous offre une fenêtre privilégiée sur les mutations profondes qui redessinent le paysage énergétique mondial. En consacrant ses débats à l'hydrogène, ce rendez-vous incontournable ne se contente pas de suivre une mode technologique : il acte une réalité incontournable. Ce domaine, porteur de promesses considérables, incarne à lui seul l'ambition d'un avenir énergétique plus propre, plus efficient. Mais il rappelle aussi, avec une acuité particulière, que toute projection dans le futur s'accompagne de défis qu'il serait imprudent de sous-estimer. L'Algérie, forte de ses atouts naturels et de son expérience dans le secteur énergétique, se trouve à un carrefour stratégique où les choix opérés aujourd'hui détermineront sa place dans la nouvelle carte énergétique mondiale.

L'hydrogène, présenté comme le pilier stratégique de cette nouvelle ère, suscite un enthousiasme légitime. Le projet Alth2A, porté notamment par Sonatrach, illustre cette volonté de l'Algérie de se positionner sur ce marché d'avenir. Les atouts du pays sont indéniables : un potentiel solaire exceptionnel, un réseau de transport gazier déjà connecté à l'Europe, des infrastructures de base solides et un capital humain compétent. Pourtant, les intervenants du panel dédié à cette question ont eu la sagesse de ne pas céder à l'euphorie. Les défis sont réels : il faut maîtriser l'ensemble de la chaîne, de la production à la commercialisation en passant par le transport, et mettre en place des réalisations annexes indispensables, notamment en matière de dessalement d'eau et d'approvisionnement en énergie électrique durable. Le calendrier annoncé (études de faisabilité achevées d'ici fin 2027, avant une phase de production à grande échelle) témoigne d'une approche prudente et méthodique.

La question du transport vers l'Europe constitue un nœud stratégique majeur : la solution consistant à mélanger l'hydrogène au gaz naturel dans les gazoducs existants apparaît pragmatique, mais les contraintes techniques rappelées par l'ENAC imposent une progressivité dans les ambitions, notamment au-delà de 20 % de concentration. Avec un coût de commercialisation estimé jusqu'à 30 % inférieur à celui de ses concurrents, l'Algérie dispose toutefois d'un argument de poids dans une compétition où se pressent déjà l'Espagne et d'autres nations.

Parallèlement à ces enjeux, la numérisation et l'intelligence artificielle s'imposent comme des leviers incontournables de la modernisation du secteur énergétique. Les débats du panel consacré aux opérations intelligentes ont mis en lumière les gains considérables qu'offrent ces technologies : réduction des coûts d'exploitation, minimisation des temps d'arrêt, amélioration de la sécurité et optimisation de la gestion. Mais ils ont aussi souligné, avec lucidité, les risques associés. La dépendance croissante aux solutions numériques expose les entreprises à des menaces de plus en plus sophistiquées, qu'il s'agisse de cyberattaques délibérées ou d'incidents accidentels, comme lorsqu'un employé clique sur un lien malveillant. La protection des données, la mise en place de barrières de sécurité et la résilience des systèmes deviennent dès lors aussi importantes que le développement des outils eux-mêmes.

TRAFIC DE HASCHICH

Le Maroc, plaque tournante logistique d'un réseau visant l'Europe

Une enquête judiciaire espagnole place le Maroc au cœur de la structure logistique d'un réseau organisé de trafic de haschich vers l'Europe, dirigé par une personnalité marocaine et utilisant un tunnel clandestin dépendant du Maroc à la ville espagnole de Ceuta afin d'assurer l'acheminement de grandes quantités de drogue vers le territoire ibérique, puis vers le reste de l'Europe.

Selon le journal espagnol "The Objective", le juge de l'Audience nationale espagnole, Antonio Pina, a décrit l'organisation criminelle comme étant "parfaitement hiérarchisée", comprenant des niveaux opérationnels et des cellules interconnectées, et étendant ses activités à plusieurs provinces espagnoles, avec des "liens logistiques" au Maroc. Son activité est principalement axée sur la détention, le stockage, le transport et la distribution de grandes quantités de haschich, ainsi que de cocaïne.

Mustapha Chairi Brouzi figure au premier rang du réseau. Cet homme d'affaires

marocain est placé à la tête de l'organisation criminelle par les enquêtes espagnoles, qui le définit comme le propriétaire des deux tunnels utilisés pour le trafic de drogue.

L'enquête révèle le rôle central joué par le tunnel dans ce circuit, puisqu'il s'étendait sous terre entre le Maroc et Ceuta, et offrait au réseau un passage régulier permettant de faire transiter de grandes quantités de haschich. Le juge a qualifié l'infrastructure du tunnel de "hautement professionnalisée", ce qui reflète le niveau d'organisation sur lequel reposaient les opérations de trafic.

Les détails de l'enquête indiquent que l'activité du réseau ne se limitait pas au haschich, mais concernait également la cocaïne, avec le recours à des véhicules et à des vedettes rapides pour transporter les drogues et les distribuer en Espagne, puis dans le reste de l'Europe.

La nature de ces opérations renforce l'ampleur de l'ancrage marocain du réseau : le circuit commence par des drogues en provenance du Maroc et passe par des liens

logistiques qui lui sont associés, avant de traverser le tunnel vers Ceuta, puis le réseau assure le transport et la distribution des marchandises en Espagne et au-delà.

L'affaire révèle également des liens au sein de l'environnement sécuritaire espagnol, après l'arrestation d'un ancien membre de la Garde civile, Angel Albarracin, soupçonné d'être le bras droit du chef de l'organisation. Albarracin était connu de l'Unité centrale opérationnelle pour sa connaissance du milieu de la drogue à Ceuta et sa maîtrise de la langue arabe, tandis que des enregistrements ont montré, selon l'enquête, sa participation à des réunions et à des activités liées au trafic de haschich.

L'affaire révèle que le Maroc n'est pas seulement une source du haschich destinée à l'Europe, mais constitue également une base majeure d'un dispositif de trafic transfrontalier, alimentant les réseaux de criminalité organisés dont les ramifications s'étendent au cœur du Vieux continent.

SAHARA OCCIDENTAL

Le président sahraoui interpelle l'ONU sur la libération des prisonniers civils



Le président sahraoui, secrétaire général du Front Polisario, M. Brahim Ghali, a appelé le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à intervenir d'urgence face à la situation préoccupante découlant des développements liés à la grève de la faim illimitée entamée par neuf prisonniers civils sahraouis dans les gèoles de

l'occupant marocain.

Dans une lettre envoyée à M. Guterres et rendu publique par l'agence de presse sahraouie (SPS), M. Ghali a appelé le Secrétaire général de l'ONU et la communauté internationale à "assumer leurs responsabilités" et à agir sans délai pour obtenir la libération des prisonniers civils sahraouis, notamment

ceux du groupe de Gdeim Izik, détenu pour avoir revendiqué l'application de la Charte et des résolutions des Nations unies, ainsi que le droit du peuple du sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

Les neuf prisonniers ont entamé, depuis le 23 septembre dernier, une grève de la faim illimitée dans les prisons d'Aït Melloul 2, de Tiflet 2 et de Kénitra, pour protester contre leurs conditions de détention et ce qu'ils constatent comme un non respect des règles pertinentes du droit international humanitaire et de la quatrième Convention de Genève, ainsi que la non application des recommandations et avis des mécanismes de l'ONU compétents en matière de détention arbitraire et de lutte contre la torture, précise la lettre.

Le président sahraoui affirme que le Makhzen a procédé à la dispersion des grévistes, alors que l'une de leurs revendications portait sur leur regroupement et leur transfert vers des villes du Sahara occidental occupées. M. Ghali a fait également état de mauvais traitements, d'isolement et de restrictions, ainsi que de violences lors des transferts, affirmant que plusieurs prisonniers se trouvent dans un état de santé dégradé et doivent subir une prise en charge médicale appropriée, citant notamment les cas de Mohamed Bani et Hassan Eddah.

FRANCE

Plus de 200 élèves blessés lors des manifestations lycéennes



At moins 215 élèves ont été blessés en France depuis le début de la mobilisation lycéenne, plusieurs d'entre eux ayant subi des blessures graves lors d'interventions brutales des forces de l'ordre en marge des lycées, selon les autorités françaises.

Parmi les cas les plus graves, un lycéen de 15 ans a eu la main arrachée lundi lors d'une manifestation à Lens, dans le nord du pays. Selon une source policière, citée par des médias, le lycéen aurait voulu ramasser une grenade de désencerclement pour la relancer, avant que celle-ci n'explose dans sa main.

A Tours (centre), un adolescent de 16 ans, grièvement blessé mercredi à la tête lors du blocage du lycée Balzac, a perdu l'usage de son œil droit.

Le procureur de Tours a indiqué que ses blessures étaient "compatibles avec l'impact d'une balle de défense de type LBD".

La famille du lycéen a déposé plainte pour "violences par personne dépositaire de l'autorité publique".

Dans un communiqué, elle a précisé que le lycéen "n'a aucune implication, ni de près ni de loin, dans des engagements militants ou politiques", ajoutant qu'il s'était "retrouvé pris dans les événements" et qu'il était toujours hospitalisé.

A Saint-Ouen-l'Aumône, au nord-ouest de Paris, un autre élève, 14 ans, a également été grièvement blessé il ya une semaine par un tir tendu de lance-grenade lacrymogène devant son lycée.

Sa mère a indiqué lundi à la presse que son fils avait la "mâchoire scellée".

Face à ces violences, la Ligue des droits de l'Homme (LDH) a déclaré « une dérive globale par rapport à l'État de droit », lors des interventions violentes des forces de l'ordre.

Des dizaines de milliers de lycéens s'apprêtent à manifester mardi dans toute la France pour une nouvelle journée de mobilisation sous haute tension, alors que le mouvement qui a démarré mi-septembre est émaillé de violences et d'affrontements avec la police.

Dans un climat social tendu à un peu plus de six mois de la présidentielle, les élèves, qui réclament plus de moyens pour leurs établissements, ont reçu le soutien des syndicats qui ont appelé le personnel de l'éducation à descendre dans la rue à leurs côtés, à Paris et dans une trentaine d'autres villes.

Les lycéens dénoncent l'insalubrité des bâtiments, des classes surchargées et des absences de professeurs non remplacés.

RDC

30 morts dans une collision entre deux navires

At moins 30 personnes ont trouvé la mort et plusieurs dizaines d'autres sont portées disparues à la suite d'une collision entre deux navires sur le fleuve Congo, dans le nord-ouest de la République démocratique du Congo (RDC), ont rapporté mardi des médias.

L'Agence congolaise de presse a rapporté que 57 personnes ont été sauvées, ajoutant que les opérations de recherche se poursuivaient. La collision entre les deux navires s'est produite sur le fleuve Congo. L'un se dirigeait de la ville de Businga vers la capitale du pays, Kinshasa, et l'autre de Kinshasa

vers Lukolela.

Selon la même source, 163 personnes se trouvent à bord de l'un des navires.

Il n'y a pour l'instant pas d'informations concernant le deuxième navire.

La cause de l'accident n'a pas encore été établie, à-on indiqué.

CHAMPIONNAT ARABE DE VOLLEY

L'Algérie entame sa campagne face à Oman



La sélection algérienne de volley-ball (messieurs), engagée avec une équipe composée de joueurs de la catégorie espoirs, a entame ce mardi, sa parti-

cipation au Championnat arabe des nations 2026, prévu en Jordanie, en affrontant son homologue omanaise (heure algérienne), selon le calendrier de la compétition dévoilé par les

organisateur.

L'équipe nationale participe à cette compétition avec une formation jeune, dans le cadre de la promotion des jeunes talents, afin de leur permettre d'acquérir de l'expérience et de se mesurer au niveau du volley-ball arabe, en prévision des prochaines échéances, selon l'instance fédérale. La sélection algérienne poursuivra la phase préliminaire en affrontant l'équipe du Koweït mercredi 7 octobre, à partir de 16h00, avant de rencontrer la Jordanie (pays hôte) le 10 octobre à la même heure.

Les Verts affronteront également la sélection bahreïnienne le 13 octobre à 14h00, avant de clôturer leurs matchs par une confrontation face à l'Arabie saoudite, le 14 octobre à partir de 14h00.

La participation au Championnat arabe constitue une étape importante pour les jeunes joueurs de la sélection algérienne, notamment afin de développer leurs capacités techniques et tactiques et d'acquérir davantage d'expérience grâce à la confrontation avec des équipes arabes de niveau compétitif.

QUALIFICATIONS
CAN-2027Le Zimbabwe
sanctionné
après le décès
d'un supporter

Le Zimbabwe a été condamné à disputer son prochain match international à domicile à huis clos, après que la Confédération africaine de football (CAF) a sanctionné la Fédération zimbabwéenne de football (ZIFA) à la suite du décès d'un supporter et d'une invasion de terrain survivant après la défaite des "Warriors" (2-1) face à la République démocratique du Congo.

La Commission de discipline de la CAF a également infligé une amende à la ZIFA à la suite de ces incidents, survenus le 28 septembre au National Sports Stadium (NSS) à Harare dans le cadre des qualifications à la Coupe d'Afrique des nations-2027 (CAN-2027).

Cette rencontre constituait le premier match disputé par le Zimbabwe dans ce stade depuis 2021, après des travaux de rénovation destinés à remettre l'enceinte aux normes internationales. Le retour dans le stade rénové a cependant été terni par un incident mortel survenu à la porte 2, où un supporter a trouvé la mort dans une bousculade peu avant le coup d'envoi.

Une invasion de terrain par des supporters a également eu lieu après le match, en violation du règlement de la CAF. Cette sanction constitue un revers pour le Zimbabwe, qui vient tout juste de retrouver le droit d'accueillir des matches internationaux au NSS, après avoir disputé pendant des années ses rencontres à domicile en Afrique du Sud, notamment à l'Orlando Stadium, au Moses-Mabhida Stadium et au Peter-Mokaba Stadium, ainsi que dans des enceintes au Botswana, au Rwanda et en Ouganda. Le prochain match international à domicile des "Warriors", face à la Guinée équatoriale, se disputera ainsi sans supporters, le 15 novembre, dans le cadre des qualifications de la CAN-2027 (Gr. E).

ÉQUITATION

Le Grand concours national
de saut d'obstacles se poursuit à Tipasa

La deuxième semaine du grand concours national de saut d'obstacles une et deux étoiles se déroulera du jeudi au samedi au centre équestre "Haras Elégance" de Tipasa, à-on informé mardi auprès des organisateurs.

Quinze épreuves sont inscrites au programme de cette compétition, destinée aux cavaliers des catégories cadets, juniors et seniors des 1er et 2e degrés, ainsi qu'aux chevaux âgés de cinq ans, six ans et plus.

Lors de la première semaine de ce concours, disputé du 1er au 3 octobre, le Grand Prix deux étoiles seniors a été remporté par le cavalier Bouakkaz Takieddine, montant "Cornelyse", de la ferme équestre Zahraya d'Alger.

Chez les jeunes, les Grands Prix ont été remportés respectivement par Boutrik Islam, du club équestre "Haras Elégance" de Tipasa, montant "Vizir de Rohan", chez les juniors, et par le jeune Zouioueche Akrem, enfourchant "Jarishtea de Corde", du club hippique de la Mitidja de Blida, chez les cadets.

Organisé sur deux week-ends par le club équestre "Haras Elégance" de Tipasa, en col-



laboration avec la Fédération équestre algérienne, ce rendez-vous sportif réunit plus de 200 cavaliers issus d'une trentaine de clubs équestres du pays.

Cette compétition constitue une étape préparatoire importante pour les cavaliers et ca-

valières en prévision du championnat d'Algérie, toutes catégories confondues, prévue fin octobre au centre équestre de l'Etrier Oranais, ainsi que de la Coupe d'Algérie, programmée début novembre au centre équestre de l'Ecurie Sétifienne.

FOOT FÉMININ

Les Algériennes lancent leur préparation à Sidi Moussa



La sélection nationale féminine de football a entamé son stage de préparation au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, en prévision de la double confrontation contre la République centrafricaine, prévue les 9 et 13 octobre au stade du 5 juillet (18h00) comptant pour le deuxième tour des éliminatoires du tournoi de football féminin des Jeux olympiques de Los Angeles 2028.

Cette entame de préparation concerne les premières arrivées de joueuses qui ont effectué, lundi soir à 19h00, une légère séance de récupération sur l'une des pelouses du Centre, sous la conduite du sélectionneur national, M. Farid Benstiti.

Pour ce deux matchs, le sélectionneur national a fait appel à 26 joueuses qui rejoignent progressivement le CTN, où le groupe sera au complet dès aujourd'hui (mardi). Les coéqui-

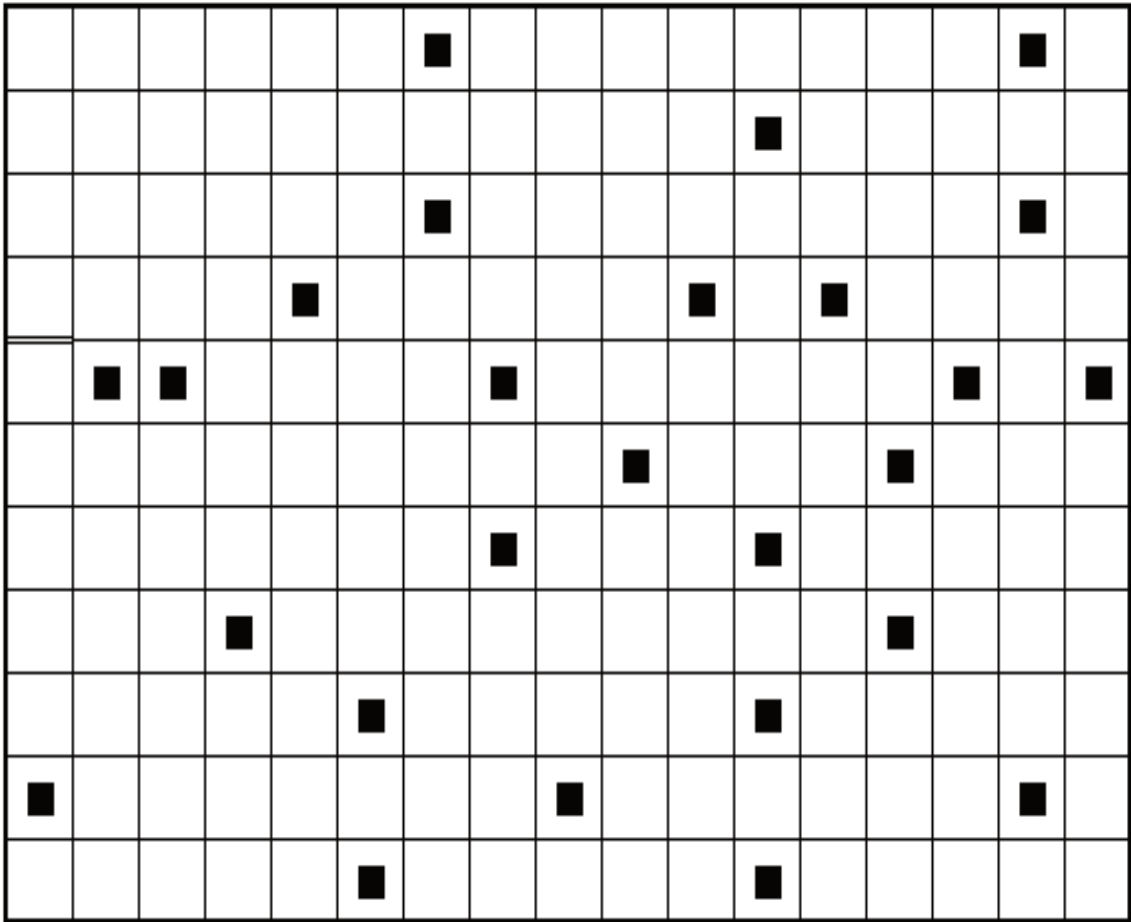
pières de la nouvelle salle, Nesrine Bahlouli (Al-Nassr/ Arabie saoudite), restent sur une qualification historique pour la Coupe du monde au Brésil (24 juin-25 juillet 2027), obtenue grâce à leur place de demi-finalistes lors de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2026.

Trente-cinq sélections africaines sont engagées dans cette campagne qualificative au rendez-vous olympique.

La compétition se déroulera en cinq tours qualificatifs. A l'issue de ce parcours qui s'étalera jusqu'au 4 décembre 2027, les deux sélections finalistes décrocheront leur qualification pour représenter la zone CAF au Tournoi olympique de football féminin de Los Angeles 2028, prévu du 11 au 29 juillet 2028.

Mots casés

Casez les mots ou sigles suivants dans la grille



- 3 -

AGA

AGI

GAI

ION

ITE

LIA

LIN

OSA

ROT

VER
- 4 -

CEDE

EMET

EMEU

LIRE

LISE

OTEE

PATE

RUES

SITE

URES
- 5 -

AMICT

ANIER

ARAKS

ENCRE

EVIER

IMITA

LINGE

ONGLE

PRETS

REPAS

SEVES

VOUTE
- 6 -

APAISA

ARDENT

DEGAGE

ISARDS

LEVRES

PELAGE

SERTIE

TANCHE

URINER
- 7 -

ACTEURS

BRASSAI

DONNEES

EHONTES

NARRERA

RESSENS
- 8 -

ELEVERAI

EPIERAIT

ERAILLAS

OSEILLES
- 9 -

OUTRERENT

PASO DOBLE

REPTATION

SILLONNER
- 11 -

AMICALEMENT

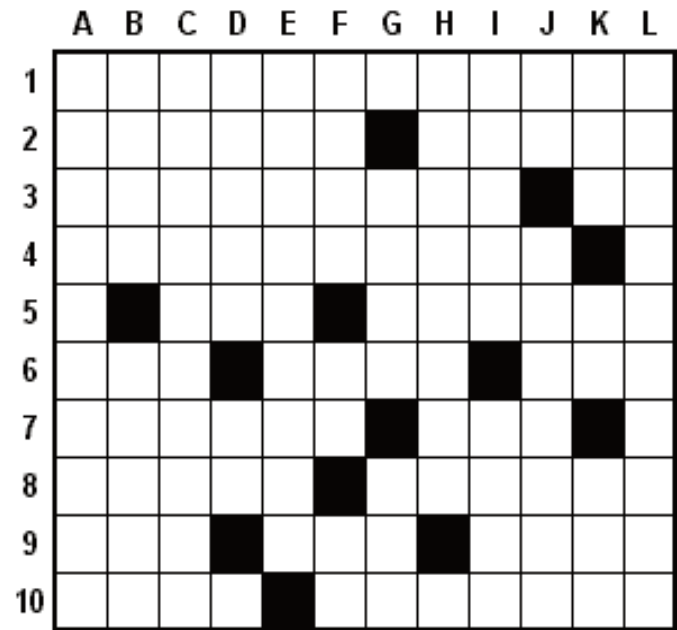
Devinettes

Éteint, je réapparais quand les enfants ont sommeil. Que suis-je?

Réponse : luciole



Mots croisés



- Horizontalement**
- 1 - Continuité

2 - Ceda - Ne reconnaîtra pas

3 - Tranquillisant - Coincé

4 - Placé devant

5 - Sort de sa réserve - Tangible

6 - Désigné - Croûte terrestre - Elle peut être aussi bécasse

7 - Déchiffrerai - Règle pour tous

8 - Maillot - Tissus de laine

9 - Place des scoops - Vieille ferraille - Refuge de croiseur

10 - Plaines pour celui qui est dans la lune - Assemblages de feuillets

- Verticalement**
- A - Gros pistolet

B - Mouvement affectueux - Parasite végétal

C - Laisser une commission

D - Evalues - De l'argent pour le physicien

E - Fuites involontaires

F - Epuisé - Voisine de Dijon - Accord de méridional

G - Eclaircit - Se donna du mal

H - Qui revient à la même saison

I - Qualification - Ville d'Afrique

J - C'est-à-dire plus petit - Distant

K - Piécette suédoise - Distance pour un pékinois - Coin rose au petit jour

L - Patraques

Sudoku

1	5		9		8		6	7
6	2	8	3		7	5	1	9
		7	6		5	3		
3		4	2		1	9		5
				7				
2		1	4	5	9	8		6
		6	5		2	7		
4	3	5	7		6	1	8	2
7	9		1		4		5	3

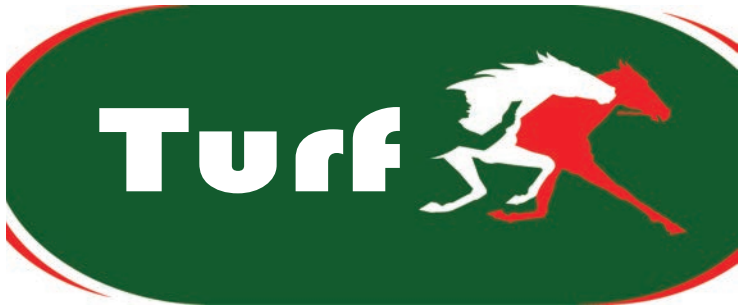
Dans chaque ligne, chaque colonne, chaque carré tous les chiffres de 1 à 9 doivent être utilisés

Solutions

S	S	E	S	A	L	E	S	A	L	E	S	10
E	R	E	S	T	I	S	A	R	E	S	P	9
P	E	S	E	D	C	A	R	E	S	P	E	8
O	S	E	R	A	N	M	A	G	E	A	M	7
C	I	T	A	I	O	N	S	A	M	A	6	
S	T	E	O	U	R	D	I	S	A	M	5	
E	P	I	E	F	I	N	V	I	N	T	4	
L	E	P	R	E	A	M	A	T	I	E	3	
E	S	C	L	A	T	E	R	O	N	2		
T	A	I	L	L	E	C	L	A	T	E	1	
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	

3	8	1	4	6	9	2	5	7
5	9	7	3	1	2	8	4	6
2	4	6	5	8	7	9	1	3
6	1	8	2	5	3	4	9	7
9	2	3	1	7	4	8	6	5
4	5	7	6	9	3	8	2	1
1	6	2	9	3	5	4	7	8
7	3	4	8	2	1	5	6	9
8	5	9	7	4	1	3	2	6





Hippodrome Bazer Sakhra d'El-Eulma

Journée N° 191
Par Zeggai Abdelkader



Fiche technique: Paris Quarté et Quinté

1 - FARIDIX

A. LACHI 56 kg
25-02-2026 1.600 m 10ème
S. BENYETTOU 56 kg 15 pts
22-04-2026 1.500 m 9ème
D. BOUBAKRI 57 kg 12 pts
13-09-2026 1.300 m 3ème
O. CHEBBAH 54 kg 12 pts
24-09-2026 1.300 m 8ème
O. CHEBBAH 57 kg 12 pts
02-10-2026 1.100 m 9ème
A. LAGHOUAG 56 kg 12 pts
Ses derniers échecs ne lui facilitent pas la tâche pour espérer se défendre dans cette confrontation.
Conclusion : A revoir.

2 - CHALHANI

T. ALI OUAR 56 kg
06-09-2025 1.100 m 4ème
SH. BENYETTOU 57 kg 13 pts
12-09-2025 1.200 m 4ème
SH. BENYETTOU 57 kg 12 pts
22-09-2025 1.300 m 11ème
SH. BENYETTOU 56 kg 17 pts
27-09-2025 1.200 m 11ème
T. ALI OUAR 55 kg 14 pts
20-09-2026 1.000 m 2ème
T. ALI OUAR 55 kg 15 pts
Il demeure compétitif pour un accessit d'autant qu'il va partir une nouvelle fois avec T. Ali Ouar.
Conclusion : Une priorité.

3 - EL KESSE

O. CHEBBAH 56 kg
21-01-2026 1.300 m 14ème
F. CHAABI 55 kg 14 pts
04-02-2026 1.300 m 5ème
F. CHAABI 55 kg 12 pts
07-03-2026 1.200 m 2ème
O. CHEBBAH 55 kg 12 pts
08-04-2026 1.200 m 2ème
S. BENYETTOU 56 kg 15 pts
22-04-2026 1.500 m 7ème
S. BENYETTOU 55 kg 12 pts
Il est à retenir en priorité dans ce prix malgré son manque de compétition.
Conclusion : Une priorité.

4 - BARBAROUS

B. BERRAH 56 kg
18-04-2026 1.100 m 4ème
B. BERRAH 54 kg 15 pts
06-05-2026 1.200 m 6ème
B. BERRAH 55 kg 12 pts
27-08-2026 1.300 m 6ème
B. BERRAH 54 kg 12 pts
03-09-2026 1.200 m 4ème
B. BERRAH 56 kg 12 pts
16-09-2026 1.200 m 13ème
B. BERRAH 56 kg 13 pts
Ses grandes capacités peuvent lui faciliter la tâche pour effacer son dernier échec.
Conclusion : Une possibilité.

5 - KAID AL MAJD

A. LECHEHAB 56 kg
20-08-2026 1.200 m 7ème
A. LAGHOUAG 56 kg 12 pts
30-08-2026 1.000 m 7ème
Y. MOUISSI 55 kg 13 pts
06-09-2026 1.200 m 6ème
O. CHEBBAH 54 kg 15 pts
20-09-2026 1.000 m 7ème
O. CHEBBAH 54 kg 15 pts
02-10-2026 1.100 m 8ème
A. LACHI 55 kg 12 pts
Ses chances sont pratiquement nulles dans un parcours qui n'est pas en sa faveur.
Conclusion : A revoir.

6 - LOKIS

M. BOUCHAMA 56 kg
17-10-2025 1.500 m 2ème
B. BERRAH 56 kg 13 pts
15-04-2026 1.300 m 14ème
M. BOUCHAMA 57 kg 16 pts
25-04-2026 1.100 m 2ème
B. BERRAH 56 kg 12 pts
16-09-2026 1.200 m 8ème
M. BOUCHAMA 56 kg 13 pts
23-09-2026 1.300 m 8ème
M. BOUCHAMA 55 kg 12 pts
Il est difficile de lui accorder un crédit à cause de ses dernières tentatives.
Conclusion : A revoir.

Départ de la première course à 16h30 - Prix: Righazia - Pur-Sang arabe
Distance : 1.200 mètres - Dotation : 350.000 DA - Paris Quarté-Quinté

PROPRIETAIRES	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS.	CDS.	ENTRAINEURS
AD. LAGHOUAG	1 FARIDIX	A. LACHI	56	10	PROPRIETAIRE
Y. TEDJANI	2 CHALHANI	T. ALI OUAR	56	4	PROPRIETAIRE
H. DJELLOUL	3 EL KESSE	O. CHEBBAH	56	3	PROPRIETAIRE
A. BERRAH	4 BARBAROUS	B. BERRAH	56	7	B. BERRAH
AD. LAGHOUAG	5 KAID AL MAJD	A. LECHEHAB	56	2	PROPRIETAIRE
Y. BOUCHAMA	6 LOKIS	M. BOUCHAMA	56	8	PROPRIETAIRE
A. BERRAH	7 MAHDJOUBA	T. LAZREG	55	12	B. BERRAH
A. LEHAS	8 ZAMANE CHARK	S. BENYETTOU	55	9	A. HEBRI
S. BERRAH	9 IZDIHAR DAYEM	Y. MOUISSI	55	1	PROPRIETAIRE
M. BOUKHALAT	10 MAHBOUBA	D. BOUBAKRI	55	11	D. BOUBAKRI
ABH. DEKHNOUCHE	11 MANEL MAJD	CH. ATALLAH	54	5	AB. KARA
N. BOUCHELACHEM	12 NASR WATEN (0)	AB. ATALLAH	54	6	MED. HAMIDI

7 - MAHDJOUBA

T. LAZREG 55 kg
28-01-2026 1.600 m 2ème
B. BERRAH 55 kg 12 pts
12-02-2026 1.500 m 3ème
B. BERRAH 55 kg 12 pts
25-02-2026 1.600 m 3ème
B. BERRAH 55 kg 15 pts
25-03-2026 1.700 m 1ère D.H
B. BERRAH 56 kg 12 pts
02-10-2026 1.100 m 2ème
B. BERRAH 51 kg 12 pts
Elle ne va pas avoir de difficultés pour participer activement à l'arrivée.
Conclusion : Une priorité.

8 - ZAMANE CHARK

S. BENYETTOU 55 kg
11-02-2026 1.200 m 3ème
S. BENYETTOU 57 kg 12 pts
18-02-2026 1.500 m 2ème
S. BENYETTOU 56 kg 12 pts
16-03-2026 1.300 m 1er T.N.C
S. BENYETTOU 56 kg 12 pts
25-03-2026 1.700 m 1er D.H
S. BENYETTOU 57 kg 12 pts
02-10-2026 1.100 m 3ème
S. BENYETTOU 55 kg 12 pts
Sa participation à l'arrivée est assurée dans un parcours à son entière convenance.
Conclusion : Une priorité.

9 - IZDIHAR DAYEM

Y. MOUISSI 55 kg
04-02-2026 1.300 m 4ème
JJ/ Y. MOUISSI 55 kg 12 pts
07-03-2026 1.200 m 5ème
AB. ATALLAH 55 kg 12 pts
15-04-2026 1.300 m 15ème
SF. BOUHOUCHE 54 kg 16 pts
08-07-2026 1.000 m 3ème
A. HAMIDI 55 kg 11 pts
13-07-2026 1.200 m 3ème
A. HAMIDI 55 kg 11 pts
Le parcours du jour lui convient pour négocier une place sur 1.200m.
Conclusion : Une priorité.

10 - MAHBOUBA

D. BOUBAKRI 55 kg
03-10-2025 1.400 m 1ère T.N.C
T. LAZREG 54 kg 13 pts
24-10-2025 1.500 m 10ème
T. LAZREG 55 kg 13 pts
19-01-2026 1.400 m 11ème
H. RAACHE 53 kg 12 pts
26-01-2026 1.400 m retirée
D. BOUBAKRI 54 kg 12 pts
27-09-2026 1.100 m 2ème
D. BOUBAKRI 52 kg 14 pts
Elle aura une chance logique pour négocier une place honorable sur sa distance du jour.
Conclusion : Une priorité.

11 - MANEL MAJD

CH. ATALLAH 54 kg
07-03-2026 1.200 m 8ème
M. HARECHE 49 kg 12 pts
18-03-2026 1.200 m 4ème
CH. ATALLAH 54 kg 13 pts
08-04-2026 1.200 m 13ème
T. LAZREG 55 kg 15 pts
16-09-2026 1.200 m 11ème
A. LACHI 55 kg 13 pts
24-09-2026 1.300 m 9ème
M. HARECHE 52 kg 12 pts
Ses chances sont pratiquement nulles à cause de ses dernières tentatives.
Conclusion : A revoir.

12 - NASR WATEN

AB. ATALLAH 54 kg
05-04-2026 1.200 m 10ème
A. HAMIDI 57 kg 12 pts
15-04-2026 1.300 m 13ème
A. HAMIDI 57 kg 16 pts
29-04-2026 1.700 m 9ème
A. HAMIDI 55 kg 12 pts
24-09-2026 1.300 m 11ème
A. HAMIDI 56 kg 12 pts
02-10-2026 1.100 m 5ème
JJ/ S. ATALLAH 53 kg 12 pts
Il aura une chance pour confirmer son dernier accessit enregistré sur 1.100m.
Conclusion : Une possibilité.

PRONOSTICS	PARI QUARTE	PARI QUINTE
	10 - 7 - 8 - 2 - 3	10 - 7 - 8 - 2 - 3 - 9
	Possibilités: 9 - 4	Possibilités: 4 - 12
	Champ F : 10 - 7 - 8 - X	Champ F : 10 - 7 - 8 - 2 - X
	Champ D : 10 - 7 - X - 2	Champ D : 10 - 7 - 8 - X - 3
	10 - 8 - 7 - 2 - 3 - 4	10 - 8 - 7 - 2 - 3 - 4 - 12



Résultats et Rapports P.M.U
Hippodrome Tiaret Mardi 29/09/2026
Paris QUARTE-QUINTE 1 - 10 - 9 - 4 - 5 QUARTE G: 600 DA P: 60 DA QUINTE G: 6.500 DA P: 100 DA